

Coûts pour les contribuables du divorce et des naissances hors mariage

Premiers estimés pour les Etats-Unis et chacun des 50 états

Sommaire exécutif

(French translation of Executive Summary provided by Resource for Canada and United Nations.)

Cette étude présente le premier estimé rigoureux des coûts assumés par les contribuables des États-Unis résultant des taux élevés de divorce et de naissances hors mariage.

Pourquoi les législateurs et décideurs devraient-ils s'intéresser au mariage? Aux Etats-Unis, les débats publics sur le mariage ont été centrés sur les "coûts sociaux" associés à l'éclatement des familles (c'est-à-dire le divorce et les naissances hors mariage), et les recherches suggèrent que ces coûts sont très étendus. Mais le mariage est plus qu'une institution morale ou sociale ; il est aussi une institution économique, générant du capital social et humain, particulièrement en ce qui a trait aux enfants.

La recherche sur les structures familiales suggère différents mécanismes, ou processus, selon lesquels le mariage pourrait réduire la nécessité d'avoir recours à des programmes sociaux coûteux. Dans cette étude, nous adoptons l'hypothèse simplifiée et extrêmement prudente selon laquelle tous les coûts reliés aux divorces et aux naissances hors mariage assumés par les contribuables résultent des effets de l'éclatement de la famille sur la pauvreté, un mécanisme causal largement reconnu et raisonnablement bien quantifié dans la littérature.

En nous basant sur cette méthodologie, nous estimons que l'éclatement des familles coûte *au moins \$112 milliards annuellement, année après année*, aux contribuables des Etats-Unis, ou plus de \$1 billion chaque décennie. Dans l'Annexe B, nous présentons aussi l'estimation des coûts résultant des familles éclatées pour chacun des états.

Ces coûts proviennent des dépenses assumées par les contribuables pour les programmes de lutte à la pauvreté, de justice criminelle et d'éducation, ainsi que par le biais des impôts moindres payés par les individus qui, devenus adultes, gagnent moins à cause des perspectives réduites découlant du fait qu'ils étaient plus susceptibles de grandir dans la pauvreté.

Le chiffre de \$112 milliards est un estimé conservateur, un minimum. Étant donné les hypothèses prudentes utilisées au travers de cette analyse, nous sommes confiants que les taux élevés de familles éclatées coûtent aux contribuables *au moins \$112 milliards par année*. Cet estimé de \$112 milliards par année représente les coûts totaux assumés par les gouvernements

fédéral, d'états et municipaux. De ces coûts pour les contribuables, \$70,1 milliards sont assumés au niveau fédéral, \$33,3 par les états, et \$8,5 milliards par les municipalités. Les contribuables de la Californie assument les coûts les plus élevés à \$4,8 milliards au niveau de l'état et des municipalités, tandis que les contribuables du Wyoming ont les coûts les plus bas avec \$61 millions.

Si, comme le suggère probablement la recherche, le mariage procure aux enfants, aux adultes et aux communautés des bienfaits supplémentaires, et si ces bienfaits sont différents de ceux associés à des revenus plus élevés, il s'ensuit que les coûts assumés par les contribuables découlant du divorce et des naissances hors mariage sont probablement beaucoup plus élevés.

Comment les législateurs dans les états, les décideurs et autres devraient-ils réagir face aux coûts élevés pour les contribuables découlant de l'éclatement des familles ? Nous remarquons que même de très faibles augmentations dans le nombre de mariages stables découlant de programmes gouvernementaux ou communautaires en vue de renforcer le mariage peuvent donner lieu à des économies très importantes pour les contribuables. Par exemple, si l'initiative fédérale sur le mariage réussit à réduire l'éclatement des familles de seulement 1%, les contribuables des Etats-Unis épargneront environ \$1,1 milliards chaque année.

En raison des factures modestes associées aux programmes fédéral et d'états visant à renforcer le mariage, ainsi que les coûts très élevés pour les contribuables découlant du divorce et des naissances hors mariage, même un taux de succès modeste pourrait être justifié quant aux coûts. Le Texas, par exemple, a récemment attribué \$15 millions sur deux ans à des programmes d'éducation sur le mariage et d'autres programmes pour augmenter le taux de stabilité dans les mariages. Si ce programme réussit à augmenter le taux de mariages stables de seulement trois dixièmes de 1 pourcent, le programme sera rentable pour les contribuables du Texas.

L'organisation du présent rapport est la suivante : La Section I explique pourquoi les décideurs pourraient avoir un intérêt à soutenir le mariage. Les Sections II et III expliquent les méthodes utilisées pour estimer les coûts, pour les contribuables, reliés à l'éclatement des familles en faisant appel aux données qui font le lien entre les familles brisées et la pauvreté. La Section IV révèle le coût estimé au niveau du pays pour les contribuables. Les coûts estimés pour chaque état se retrouvent à l'annexe B.

Enfin, une note pour les spécialistes en sciences sociales : il existe peu d'estimés structurels permettant de calculer la relation entre l'éclatement des familles et les coûts pour les contribuables. Conséquemment, nous avons dû utiliser des estimations indirectes en nous basant sur l'hypothèse que le mariage ne produit aucun effet indépendant sur les adultes ou les enfants autre que les effets du mariage sur la pauvreté.